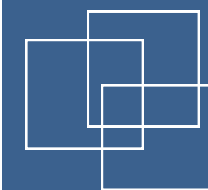


Recommandations pour améliorer l'employabilité des jeunes issus du Système Educatif Tunisien

1. Réhabiliter l'Enseignement Professionnel pour en faire une vraie alternative à la voie générale. Pour ce faire, il paraît nécessaire de:
 - Développer la culture du métier et de l'apprentissage;
 - Communiquer et informer sur les emplois et les métiers auxquels prépare la Formation Professionnelle en direction des élèves, des parents mais aussi des entreprises;
 - Renforcer la formation par alternance et par apprentissage en mettant en œuvre des dispositifs de suivi effectif des apprenants;
 - Rendre les passerelles entre les filières générale et professionnelle prévues par la loi effectives.
2. Réformer le système de l'orientation post-bac et l'offre de formation pour tenir compte des besoins du marché du travail. Renforcer dans ce cadre, le partenariat public-privé pour mieux identifier les besoins en compétences actuels et futurs des entreprises et y répondre par une offre de formation adéquate en quantité et qualité.
3. Promouvoir la culture entrepreneuriale et revoir le contenu et la méthode des formations à l'entrepreneuriat qui restent trop théoriques.



LE SYSTÈME ÉDUCATIF ET DE FORMATION TUNISIEN



Novembre 2014

Les difficultés que rencontrent les jeunes tunisiens à s'insérer sur le marché du travail questionnent la capacité du système éducatif à les préparer à la vie active. La présente note constitue une synthèse d'un rapport réalisé dans le cadre du programme de l'OIT pour la « **Promotion de l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Tunisie** ». Elle décrit la structure du Système Educatif Tunisien, expose les défis auxquels il fait face et propose une série de recommandations visant à améliorer sa capacité à mener les jeunes vers l'emploi.

La structure du système éducatif tunisien

Le Système Educatif Tunisien se déploie sur **3 cycles (primaire, secondaire et supérieur)** et **2 filières (filière générale et filière professionnelle)**. L'enseignement de base en est le socle; il couvre les années de l'**enseignement obligatoire, institué par la loi pour tout enfant âgé de 6 à 16 ans**.

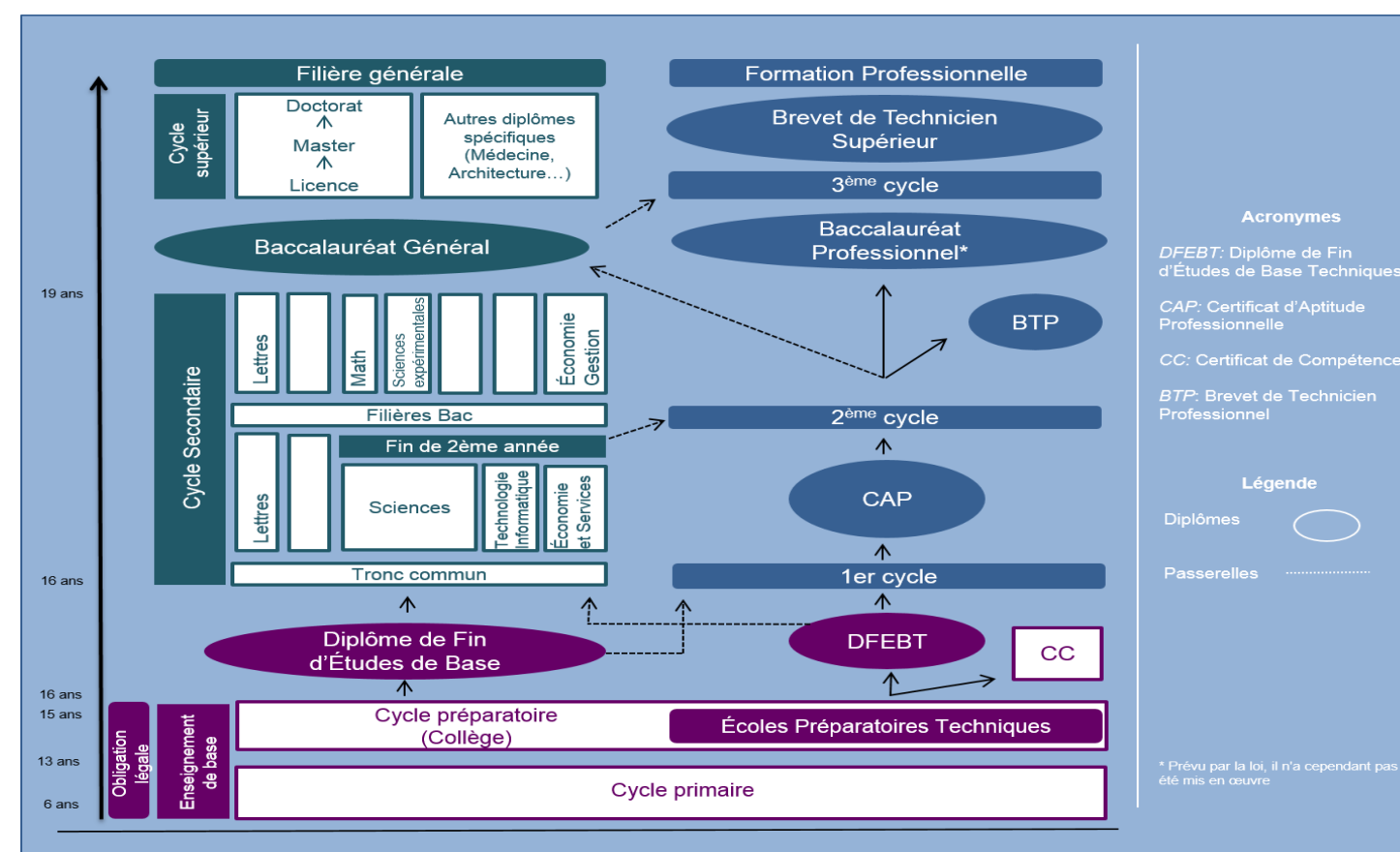
L'**enseignement de base** est sanctionné au terme de sa 9ème année par le Diplôme de Fin d'Études de l'Enseignement de Base (DFEB) ou bien par le Diplôme de Fin d'Études de l'Enseignement de Base Technique (DFEBT) pour ceux qui se seraient orientés vers les écoles préparatoires techniques en fin de 7ème année.

Le DFEB donne accès au **cycle secondaire général**, qui mène au diplôme du Baccalauréat et le DFEBT mène vers la **Formation Professionnelle**.

Le **cycle supérieur universitaire** est quant à lui accessible avec le Baccalauréat. Il offre des formations LMD (Licence-Master-Doctorat) ou d'autres formations diplômantes spécifiques.

Des **passerelles** entre les filières existent dans les textes à plusieurs niveaux. Dans la réalité, **les filières générales et professionnelles sont très peu poreuses**.

Structure du Système Educatif Tunisien



La présente note constitue une synthèse d'un rapport réalisé dans le cadre du programme de l'OIT pour la « **Promotion de l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Tunisie** », projet financé par l'AECID 2011-2015.



Les défis auxquels fait face le Système Educatif Tunisien

Les cycles de base et secondaire de l'enseignement: Accès gratuit et quasiment universel mais des performances en berne malgré un investissement budgétaire conséquent ...

La loi d'orientation qui régit l'éducation et l'enseignement scolaire (loi d'orientation n°2002-80 du 23 juillet 2002) fait de l'éducation une priorité nationale absolue et de l'enseignement un droit fondamental accessible à tous par la gratuité.

« L'État garantit le droit à l'enseignement gratuit dans les établissements scolaires publics à tous ceux qui sont en âge d'être scolarisés »

Loi d'orientation du 23 juillet 2002

Ainsi, le socle obligatoire de la politique nationale d'éducation garantit un accès quasiment universel des 6-16 ans à l'école : En 2012, 93,4% de cette classe d'âge, soit environ 1,5 millions d'enfants, dont 48% de filles, poursuivaient l'Enseignement de Base.

Même si la poursuite d'études à la fin du cycle de base n'est pas systématique, environ 8 jeunes sur 10 âgés de 12 à 18 ans sont scolarisés, principalement dans la filière générale : L'enseignement technique de la filière professionnelle n'attire en effet qu'un nombre marginal de jeunes.

La contribution du secteur privé à l'effort d'éducation reste faible malgré la multiplication des établissements privés au cours de ces dernières années. C'est l'Etat tunisien qui assume ainsi majoritairement la gestion et le financement du secteur de l'éducation qui représente 15% de ses dépenses budgétaires et 5% du Produit Intérieur Brut de la Tunisie.

Cet investissement conséquent s'accompagne néanmoins de performances moyennes. La baisse progressive des effectifs résultant de la transition démographique et les efforts de recrutement d'enseignants consentis par l'Etat ont pourtant permis une amélioration

notable des ratios d'encadrement pédagogique (baisse du nombre d'élèves par classe et par enseignant), au cours des dernières années.

Malgré cela, le taux de redoublement et le taux d'abandon sont en hausse et plus observés chez les garçons à l'échelle nationale. Dans les régions de l'intérieur du pays, les abandons sont plus fréquents et concernent plus souvent les filles que les garçons ainsi que les enfants issus de milieux défavorisés et peu instruits.

Par ailleurs, la proportion des admis à l'examen du baccalauréat plafonne en moyenne à 2 élèves sur 3 sur la période 2002-2012.

Enfin, les évaluations internationales (PISA, TIMSS) relèvent régulièrement l'insuffisance des acquis des élèves tunisiens, principalement en langues, mathématiques et culture scientifique.

Performance des Systèmes Educatifs : les programmes PISA et TIMSS

- Le Programme PISA (Programme for International Student Assessment) de l'OCDE mesure les performances des systèmes éducatifs nationaux en termes de compétences acquises par les élèves. Au plan méthodologique, il s'agit d'une enquête directe auprès des élèves. Elle est réalisée tous les 3 ans et la dernière, datant de 2012, a porté sur 65 pays, dont la Tunisie.
- Le programme TIMSS (Trends in International Mathematics and Science Study) de l'IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievement) réalise tous les 4 ans une évaluation basée sur les programmes de mathématiques et de sciences dans les pays participants, ainsi que sur les caractéristiques des

L'Enseignement Supérieur en quelques chiffres (2012) c'est:

- 340 000 étudiants, dont 62% de filles, et un pic de 500 000 étudiants attendu en 2016
- 95% des effectifs étudiants dans 13 Universités et 195 établissements publics offrant la gratuité des études
- 4,9% du budget de l'Etat soit une dépense par étudiant de près de 3000 TND par an
- 1,7% du Produit Intérieur Brut

Source: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Pour accompagner l'augmentation du nombre d'étudiants, les recrutements d'enseignants se sont multipliés aux cours des dernières années.

La Formation Professionnelle: une filière qui reste peu attractive et en décalage par rapport aux besoins des entreprises

La part des effectifs de la Formation Professionnelle par rapport à l'effectif total de l'enseignement secondaire reste modeste (13% en 2011) et les places vacantes y sont nombreuses, même si le flux de nouveaux inscrits dans le dispositif a doublé entre 2002 et 2011.

Pourtant, le secteur a bénéficié de deux réformes importantes au cours des vingt dernières années, la dernière, en 2008, ayant permis un développement à la fois qualitatif et quantitatif de l'offre de formations.

L'Agence Tunisienne de Formation Professionnelle (ATFP), organisme sous la tutelle du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, assure l'essentiel de l'activité: Environ 95% des apprenants évoluent au sein de son dispositif qui compte 136 centres en gestion directe offrant 308 spécialités de formation.

Grâce à la réforme de 2008, le partenariat avec les organisations professionnelles s'est développé et la formation en alternance a remplacé progressivement la formation

Ces recrutements se sont essentiellement portés sur des enseignants moins gradés et moins expérimentés que leurs prédécesseurs; l'amélioration consécutive des ratios d'encadrement pédagogique s'est ainsi faite au détriment de la qualité de l'enseignement.

Dans le même temps, les diplômes ne facilitent plus l'insertion sur le marché de l'emploi: plus de 30% des détenteurs de diplômes de l'enseignement supérieur étaient au chômage en 2013, soit 2 fois plus que la moyenne nationale. Les diplômés des filières courtes, et plus particulièrement celles des Sciences Humaines et des Langues, majoritairement féminines, ainsi que les techniciens supérieurs étant les plus exposés au risque de chômage.

De surcroît, le travail indépendant est une voie qu'empruntent peu de jeunes diplômés. Bien que l'Université tunisienne offre des formations entrepreneuriales, celles-ci ne sont pas conçues pour éliminer tous les obstacles dans l'accès au travail indépendant.

résidentielle. Le mode de formation par apprentissage est resté relativement stable. Cependant, l'essentiel des effectifs restent concentrés sur les domaines de l'Electricité et de l'Electronique, du Textile-Habillement et du Bâtiment et des Travaux Publics.

La filière professionnelle tend en outre à drainer des élèves en échec scolaire. Il en résulte que d'une part, 1 jeune sur 3 en moyenne quitte son centre de formation sans diplôme et que d'autre part la filière souffre d'une image négative.

Par ailleurs, l'offre de formation est trop souvent déconnectée des besoins en compétences des entreprises, à la fois au plan sectoriel et géographique. De nombreux apprenants sont condamnés au chômage à l'issue de leur formation alors que dans le même temps des secteurs entiers sont confrontés au manque de main d'œuvre (Agriculture, Travaux Publics, Textile...).

Un enseignement supérieur placé sous le signe de la massification et déconnecté des besoins du marché de l'emploi

De plus en plus de jeunes accèdent aux formations supérieures. Ainsi, au cours des dix dernières années, la part des 20-24 ans encore scolarisés est passée de 1 sur 4 à plus d'1 sur 3 et le nombre d'étudiants a augmenté de moitié.

Par effet mécanique, le nombre de diplômés a été multiplié par 3 entre 2002 et 2012 et ce sont plus de

80 000 nouveaux diplômés qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Dans le même temps, l'économie tunisienne ne peut en absorber que le quart, d'autant que la plupart de ces diplômés se concentrent sur des filières courtes saturées ou à faible employabilité.

La Plateforme informative Tunisie Apprentissage: www.tunisie-apprentissage.tn

La Plateforme interactive Tunisie Apprentissage relie les différents acteurs de la formation professionnelle afin de créer un réseau de relations entre les demandeurs de formations (apprentis), les organismes de formation (centres de formation) les instances de tutelle et les entreprises directement impliquées dans le processus global de formation.

Cette plateforme a été réalisée dans le cadre du programme du BIT pour l'emploi des jeunes financé par l'AECID pour répondre aux besoins de la Réforme du Dispositif de la Formation Professionnelle (2014 - 2018).

